

Mars 2012



منظمة الأغذية
والزراعة للأمم
المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food and
Agriculture
Organization
of the
United Nations

Organisation des
Nations Unies
pour
l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones Unidas
para la
Alimentación y la
Agricultura

Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique

VINGT-SEPTIÈME SESSION

Brazzaville (Congo), 23-27 avril 2012

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ANNOTÉ

RÉUNION DES HAUTS FONCTIONNAIRES

23-25 avril 2012

I. QUESTIONS LIMINAIRES

- 1) Élection du Président et des Vice-Présidents et nomination du Rapporteur
- 2) Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

II. QUESTIONS RELATIVES AUX POLITIQUES RÉGIONALES ET MONDIALES ET QUESTIONS RELATIVES À LA RÉGLEMENTATION

8) Enjeu de la mise en œuvre du PDDAA: Renforcement de la capacité de relier efficacement les pactes et les plans d'investissement aux processus politiques et budgétaires, à des mécanismes de financement novateurs et à l'assistance

Le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) est une initiative dirigée par l'Afrique et gérée par l'Agence de planification et de coordination du NEPAD (NPCA), organe technique de l'Union africaine (UA), qui s'emploie à aider les pays africains à atteindre un plus grand rythme de croissance économique par des investissements accrus et une croissance soutenue de la productivité agricole.

Le PDDAA repose sur quatre piliers (gestion durable des terres et de l'eau, accès au marché, offre alimentaire et faim et recherche agricole), chacun coiffant divers programmes et actions visant à contribuer aux objectifs du PDDAA.

Ce point de l'ordre du jour présente les progrès réalisés dans l'appui que la FAO apporte à la mise en

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org.

œuvre du PDDAA et examine des questions-clés concernant l'investissement soutenu et à la mise en œuvre systématique d'actions prioritaires tenant compte de l'égalité des sexes, s'agissant d'accroître la productivité et l'emploi dans les secteurs de l'élevage, de la sylviculture et de la pêche, qui représentent environ le tiers du produit intérieur brut (PIB) agricole de l'Afrique. En l'absence d'un changement technologique généralisé et du fait d'une faible croissance de la productivité au cours des dernières décennies, ces secteurs subissent les effets de la croissance rapide de la population, avec une expansion des superficies cultivées par la conversion de vastes zones de forêts, zones humides, bassins versants et savanes herbeuses en terres cultivées. Le point de l'ordre du jour sera centré sur les enseignements à tirer de l'expérience et les recommandations concernant les politiques et programmes possibles pour renforcer les processus.

Une autre question importante dans le cadre du PDDAA concerne les leçons tirées de la crise dans la corne de l'Afrique. La crise était surtout liée à la sécheresse prolongée après de mauvaises pluies en 2010 et 2011. Il est largement reconnu qu'au-delà de la sécheresse, la cause des crises alimentaires répétées dans la région est la vulnérabilité en période de sécheresse dans les terres arides et semi-arides. Des stratégies à long terme et des options d'investissement prioritaires pour le renforcement de la résilience face aux menaces de sécheresses, inondations, maladies, ravageurs, conflits et chocs économiques existent déjà dans les politiques et plans nationaux de développement agricole, y compris ceux développés dans le cadre du PDDAA en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda. En ligne avec l'IGAD et l'UA, les pays sont en train de modifier leurs approches face aux crises par une stratégie plus globale dans la gestion des risques de catastrophes, y compris l'adaptation au changement climatique.

Les défis immédiats auxquels sont confrontés les pays de la corne de l'Afrique exigent une action décisive et coordonnée. Le dégagement des priorités et la planification des interventions à long terme en faveur du développement doivent s'appuyer sur les faits et sur les connaissances existantes, ainsi que sur un meilleur usage des systèmes de réponse existants et sur de meilleures pratiques. Le renforcement de la collaboration entre les divers acteurs publics et privés ainsi que les partenaires au développement augmente les possibilités de mobiliser la volonté politique et les ressources financières qui sont nécessaires pour intervenir à l'échelle souhaitée afin d'obtenir des résultats. Des options doivent être examinées en vue de renforcer les mécanismes de coordination aux niveaux national et régional, et les rôles et responsabilités doivent être clarifiés pour une mise en œuvre efficace d'approches coordonnées.

9) Partenariats public-privé à l'appui des programmes agricoles: assurer la subsistance et créer de la richesse

Les partenariats novateurs rassemblant les entreprises, l'État et les acteurs de la société civile sont de plus en plus utilisés pour améliorer la productivité et soutenir la croissance dans les secteurs agricoles et alimentaires en Afrique subsaharienne. Ces initiatives visent à tirer parti d'une manière cohérente et complémentaire des différentes compétences et ressources des différents acteurs. Des expériences récentes ont enregistré des résultats encourageants en mettant à profit l'innovation et les ressources des acteurs privés complétées par une mise à disposition coordonnée de biens publics prioritaires. Des exemples de partenariat réussi soulignent l'importance de plusieurs facteurs que sont une définition claire des rôles de chaque partenaire, le développement d'une compréhension partagée que ce partenariat offre, des avantages concrets et communs, et l'engagement dans une approche souple et itérative qui renforce la confiance et permet des résultats durables.

Cette session offre une occasion de s'informer et de discuter de ces nouveaux partenariats novateurs destinés à améliorer les performances du système agro-alimentaire et contribuant par la suite aux moyens de subsistance durables et à l'amélioration du bien-être des populations rurales et urbaines en Afrique subsaharienne.

10) Dialogue entre parties prenantes sur le cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition, y compris les perspectives régionales

Le but du débat sur cette question est de faire participer un large éventail d'acteurs régionaux à un dialogue sur le premier projet de Cadre stratégique mondial (CSM) pour s'assurer qu'il intègre des perspectives régionales appropriées. Les observations faites lors de la consultation seront prises en compte pour la préparation de la Première version du CSM, qui sera présenté à la Plénière du CSA en octobre 2012. Les participants invités à discuter le Premier projet de CSM incluront les pays membres, les organisations internationales, organisations à la base et la société civile de même que les représentants du secteur privé, qui sont tous encouragés à tenir des discussions préparatoires avant les conférences régionales. La session portera sur des présentations succinctes sur le CSM par le Secrétariat et les représentants des entités concernées. Une discussion libre est prévue et les participants non-gouvernementaux sont encouragés à y contribuer. Il ne s'agira pas d'une rencontre pour des prises de décision, mais les commentaires enrichiront la rédaction du CSM et le résumé des discussions sera intégré dans l'intervention du Président du Comité mondial sur la sécurité alimentaire au cours de la réunion ministérielle.

III. QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME ET AU BUDGET

11) Activités de la FAO dans la région en 2010-2011, Programme de travail et budget 2012-2013 et domaines d'action prioritaires dans la région Afrique pour l'exercice biennal 2014-2015, y compris le résumé des recommandations des commissions techniques régionales de la FAO

Ce point d'ordre du jour permettra de récapituler les principales réalisations de la FAO dans la région en 2010-2011 et présente les principales mesures et actions prises pour mettre en œuvre les recommandations de la 26^e Conférence régionale pour l'Afrique. Le point couvre l'examen des réalisations et les recommandations s'y rapportant, le programme de travail et budget pour l'exercice biennal 2012-2013 et les domaines d'action prioritaires pour la région Afrique pour l'exercice biennal suivant 2014-2015.

12) La décentralisation et le renouveau de la FAO – Transition vers une approche plus dynamique en 2012

Sous ce point, la couverture des pays de la région par la FAO sera revue en vue d'améliorer l'efficacité et l'efficience de l'Organisation au niveau national et présenter au Conseil, en 2012, des recommandations sur la structure et les compétences les mieux adaptées au réseau de bureaux décentralisés de la région Afrique. Le rapport intitulé *Renouveau de la FAO – Transition vers une approche plus dynamique en 2012* décrit la nouvelle orientation du renouveau à la FAO, qui met l'accent sur la concrétisation des avantages, l'accélération des actions du PAI en 2012 et l'intégration du renouveau dans le programme de travail de l'Organisation. Les Conférences régionales sont invitées à communiquer leurs observations sur les questions spécifiques à chaque région. Ces observations sont essentielles à la réussite du processus de renouveau et permettront à la Direction de prendre des décisions informées sur la voie à suivre.

IV. AUTRES QUESTIONS

13) Programme de travail pluriannuel 2012-2015 de la Conférence régionale pour l'Afrique

Le Plan d'action immédiate (PAI) pour le renouveau de la FAO et les mesures engagées dans le cadre de la réforme pour améliorer l'efficacité et la gouvernance de l'Organisation prévoient que soit élaboré un programme de travail pluriannuel pour les conférences régionales. Le programme de

travail pluriannuel est un instrument qui vise à renforcer le rôle des conférences régionales, en tant qu'organes directeurs, dans le processus de gouvernance et de prise de décisions de la FAO, en mettant l'accent sur les procédures, les activités, les méthodes de travail, les indicateurs et les objectifs.

14) Projet de liste de sujets à aborder lors de la vingt-huitième Conférence régionale pour l'Afrique

15) Date et lieu de la vingt-huitième Conférence régionale pour l'Afrique

16) Questions diverses

Préparation, discussion et adoption d'un projet de Rapport de la Conférence Régionale pour considération et adoption par la Session plénière.

DOCUMENTS D'INFORMATION¹

a) Résumé des recommandations des commissions techniques régionales de la FAO

Le Bureau régional de la FAO pour l'Afrique (RAF) sert de secrétariat pour les commissions statutaires régionales dans les domaines des statistiques agricoles, la protection des végétaux, la foresterie et les pêches. Les réunions périodiques réglementaires et les activités entre sessions sont des fora où les membres discutent les enjeux thématiques présents et nouveaux qui sont importants pour ces organes. Les résumés des recommandations et conclusions adoptées par les commissions régionales lors de leurs sessions respectives avant la Conférence sont présentés dans ce document d'information

b) Point sur l'Initiative sur le développement de l'agro-business et des agro-industries africaines

L'Initiative sur le développement de l'agro-business et des agro-industries africaines (ID3A) est une initiative africaine soutenue et coordonnée par les gouvernements africains, organisations régionales, l'ONU et d'autres organismes. Elle s'appuie sur l'engagement politique sur le continent pour renforcer le rôle du secteur agricole en stimulant le développement d'une compétitivité soutenue et inclusive des agro-industries en tant que voie pour accroître la croissance économique et la sécurité alimentaire. ID3A capitalise le potentiel croissant des marchés agroalimentaires nationaux et régionaux sur le continent, favorisé par une urbanisation rapide et la croissance des revenus. Son objectif est de créer un secteur agricole qui en 2020 sera constitué de filières productives et rentables qui relient petits et moyens producteurs agricoles à des marchés plus rentables pour la nourriture, les aliments de bétail et le carburant.

Les principaux domaines d'intervention de l'Initiative sont les suivants:

- Indications concernant la mise en œuvre des politiques favorables et fourniture de biens publics
- Renforcement des capacités pour les compétences et les technologies nécessaires pour les composantes post-production des filières agricoles
- Conception d'institutions et de services innovants
- Développement de mécanismes renforcés pour le financement et pour l'atténuation des risques

Actuellement, l'ID3A est en cours d'expérimentation au niveau national dans onze pays.

¹ Les délégués pourront, s'ils le souhaitent, faire des observations au sujet des documents d'information sous le point de l'ordre du jour intitulé « Autres questions ».

c) Mise en œuvre du modèle « Produire plus avec moins » d'intensification durable de l'agriculture en Afrique

Dans le sillage de la hausse des prix des denrées alimentaires pendant les crises de 2007-2008 et de 2010, le monde se retrouve avec près d'un milliard de personnes affamées et une population appelée à augmenter de près de 40 pour cent dans les quatre prochaines décennies. Il est nécessaire d'augmenter la production alimentaire de 70 pour cent pour l'ensemble du monde et de 100 pour cent dans les pays en développement. Quelque 80 pour cent de cette augmentation de la production devra provenir de terres déjà mises en production.

Pour augmenter encore plus la production alimentaire, les agriculteurs sont confrontés à un ensemble complexe de défis, parmi lesquels la réduction croissante et la concurrence pour la terre et l'eau, la dégradation des ressources (par exemple la faible fertilité des sols), la rareté de l'énergie (résultant en des coûts plus élevés pour les intrants, la production et le transport), l'urbanisation ainsi que le changement climatique et les prix alimentaires en hausse et plus volatiles.

Il est nécessaire de changer de paradigme pour encourager plus d'adoption de l'agriculture écologique durable et un changement des pratiques agricoles actuelles par des systèmes agricoles durables capables de donner des gains de productivité tout en protégeant et en améliorant les ressources naturelles.

La publication de la FAO « Produire plus avec moins » – Un guide pour décideurs en politique pour l'intensification durable de la production agricole des petits exploitants (FAO, Rome, juin 2011), présente la base d'une approche globale pour aider les petits agriculteurs à produire plus de nourriture de manière durable tout en renforçant leur résilience face aux chocs externes. Il s'agit d'une compilation de pratiques de gestion et de technologies adaptées qui montre comment l'approche par écosystème en vue d'une production agricole peut être mise en œuvre sur la base des trois principes qui sont l'amélioration de la productivité et de la rentabilité, l'efficacité accrue dans l'utilisation des ressources et la durabilité écologique.

d) Groupe de travail de la FAO sur les résultats en Afrique: Gestion axée sur les résultats et Initiative pilote du Bureau régional pour l'Afrique (RAF)

Au début de 2011, le Bureau régional de la FAO pour l'Afrique a lancé l'Initiative pilote avec un Groupe de travail sur les résultats en Afrique afin de parvenir à un niveau supérieur de résultats. Cette initiative concerne le Bureau régional pour l'Afrique, les quatre bureaux sous-régionaux (SFW/SFC/SFE/SFS), certains bureaux de pays et les départements et divisions compétents du Siège.

La méthode introduit de nouveaux systèmes de programmation axés sur les résultats dans la façon de faire. Par l'exécution d'activités coordonnées et intégrées mises en œuvre par des équipes pluridisciplinaires dans toute l'Organisation, cette méthode vise à établir de manière efficace une culture axée sur les résultats dans la région Afrique, non seulement au sein de la FAO, mais aussi avec les partenaires de la FAO (à savoir les institutions régionales et les États d'ici 2014).

Le but ultime est de vérifier l'impact du travail de la FAO en donnant un visage humain aux résultats, et de mieux répondre aux besoins des pays membres. Il s'agit aussi de créer un environnement économique favorable visant à maximiser la productivité pour augmenter de manière significative la contribution de l'agriculture dans les économies nationales de la région de l'Afrique.

L'Initiative vise à donner une plus grande attention aux quatre priorités régionales approuvées par la 26^e Conférence régionale de l'Afrique, à savoir: i) Accroître la productivité agricole et la diversification; ii) Promouvoir la gestion durable des ressources naturelles; iii) Soutenir l'accès au marché et les mesures sanitaires pour améliorer le commerce; et iv) la gestion des connaissances, l'information et la sensibilisation en Afrique.

Dans le cadre du PTB 2012-2013, le programme pilote se concentrera sur les deux premiers domaines prioritaires selon une approche chaîne de valeur qui contribue aux Résultats de l'Organisation et ses

Objectifs stratégiques. Deux produits ont été sélectionnés selon les avantages comparatifs de la FAO dans des domaines spécifiques pour quatre pays: le Ghana et la République démocratique du Congo pour le manioc, l'Angola et l'Ouganda pour le maïs. Cette activité est axée sur les résultats.

e) Cadre de référence du Bureau régional pour l'Afrique sur le changement climatique

Le changement climatique présente un défi majeur pour le développement agricole et la préservation des ressources naturelles en Afrique. La nature de plus en plus imprévisible et erratique des systèmes météorologiques sur le continent met une pression croissante sur les moyens de subsistance en milieu rural qui permettent aux ménages d'avoir les ressources nécessaires pour satisfaire leurs besoins de sécurité alimentaire. L'augmentation de la fréquence des chocs agro-climatiques, des inondations et des sécheresses plus intenses dans différentes parties du continent révèle le lien entre la variabilité du climat et les systèmes de production. Sans une forte adaptation aux effets du changement climatique sur l'agriculture, la crise alimentaire en Afrique devrait s'aggraver. Être capable de transformer l'agriculture pour nourrir une population croissante et faire face au changement climatique sans nuire aux ressources naturelles, dont la plupart des communautés rurales en Afrique dépendent pour leurs moyens de subsistance, ne sera pas seulement atteindre les objectifs de sécurité alimentaire, mais ce sera aussi aider à atténuer les effets néfastes du changement climatique. Une agriculture plus productive et résiliente aura besoin d'une meilleure gestion des ressources naturelles, telles que la terre, l'eau, les terres et les ressources génétiques grâce à des pratiques comme l'agriculture de conservation, la gestion intégrée des ravageurs, l'agroforesterie et les régimes durables.

La transformation de l'agriculture est encouragée par la FAO comme d'autres partenaires dans le cadre de « climat-smart agriculture », « agriculture sensible au climat », une agriculture qui augmente de manière durable la productivité, la résilience (l'adaptation), réduit/élimine les gaz à effet de serre tout en contribuant à atteindre les objectifs nationaux de sécurité alimentaire et de développement. Tous ces points sont développés dans le projet de document de stratégie élaboré par le Bureau régional de la FAO pour l'Afrique, en consultation avec ses bureaux sous-régionaux.

f) État d'avancement du plan d'action pour l'Afrique – Amélioration des statistiques sur la sécurité alimentaire, l'agriculture durable et le développement rural

La Stratégie mondiale visant à améliorer les statistiques agricoles et rurales a été approuvée et adoptée par plusieurs parties prenantes au niveau mondial et régional et elle a reçu un soutien fort de la Conférence de la FAO lors de sa 37^e session. La FAO a élaboré un Plan d'action mondial et, en collaboration avec la BAFD, la CEA et la CUA, le Plan d'action pour l'Afrique en vue de mettre en œuvre la Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales a été élaboré et approuvé par les quatre organisations. La note d'information contient les principales propositions du plan d'action, y compris les mécanismes de gouvernance, de financement et d'information liées aux initiatives de mobilisation des ressources et aux accords de partenariat établis avec les organisations régionales afin d'élaborer des plans régionaux. L'Action pour l'Afrique portera sur la période 2011-2015.

g) Activité de l'Organisation: Tendances mondiales et défis futurs

Les tendances dans le monde et les défis futurs pouvant influencer sur le travail de la FAO sont pris en compte pour établir la voie à suivre pour l'organisation.

h) Renouveau de la FAO – Vers une approche plus dynamique en 2012

La transition de la FAO vers une approche plus dynamique en 2012 est présentée avec une description de la nouvelle direction pour le renouveau de la FAO. Ce sont des informations essentielles pour la réussite du processus de renouveau et qui seront utilisées pour éclairer la Direction en ce qui concerne les décisions sur la voie à suivre.

i) Notes d'orientation sur le CSA à l'attention des Conférences régionales de la FAO de 2012

Les Notes d'orientation constituent une compilation d'informations pour faciliter les discussions sur le CSA lors des conférences régionales de la FAO et sur le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition. On y trouve aussi des orientations sur la cartographie des actions pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau des pays, ainsi que des informations sur le Cadre stratégique mondial pour la consultation en ligne.

j) Manifestations parallèles et consultations sous-régionales

Le document fournit un bref résumé des questions qui seront discutées respectivement lors des manifestations parallèles (25 et 27 avril), les consultations sous-régionales (25 avril), des tables rondes ministérielles sur l'action face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans la corne de l'Afrique et au Sahel (25 avril) et sur la mise en œuvre du PDDAA (27 avril).

SESSION PLÉNIÈRE**26–27 Avril 2012****3) Déclaration du Directeur général****4) Déclaration du Président indépendant du Conseil****5) Déclaration du Président de la vingt-sixième Conférence régionale**

Dans sa déclaration, le Président de la vingt-sixième Conférence régionale pour l'Afrique présentera succinctement les résultats des travaux de la 37^e Session de la Conférence de la FAO (Rome, 25 juin – 2 juillet 2011) et de la cent quarantième session du Conseil de la FAO (29 novembre – 3 décembre 2010) sur les questions intéressant la région Afrique. Le Président fera aussi le point sur la mise en œuvre du Plan d'action immédiate pour le renouveau de la FAO.

6) Déclaration du Président du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale sur les résultats de la trente-septième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et sur l'état d'avancement de la réforme du CSA

Le Président du Comité de la Sécurité alimentaire présentera les informations actualisées sur les initiatives mondiales et régionales, ainsi que sur leurs liens avec les activités du CSA, et sur diverses tables rondes sur les politiques. Il traitera également de la coordination à l'échelle mondiale et de l'appui à des processus nationaux, tels que la cartographie des activités de sécurité alimentaire et de nutrition au niveau des pays. Une consultation sur ces questions sera organisée au cours de la réunion des hauts fonctionnaires, au titre du point 10 de l'ordre du jour.

7) Hiérarchisation des besoins des pays et des sous-régions

Allocution des délégués et représentants des groupes sous-régionaux résumant les résultats des consultations sous-régionales tenues le mercredi 25 avril 2012.

8) Examen et approbation du rapport de la Conférence

Le projet de rapport de la Conférence régionale, établi, discuté et approuvé par la Réunion des hauts fonctionnaires, sera examiné et approuvé. Le débat portera sur les points suivants:

- i) Questions relatives aux politiques régionales et mondiales et à la réglementation;
- ii) Questions relatives au Programme et au Budget;
- iii) Questions diverses.

Le rapport sera présenté par le rapporteur.